

Contact: Hawa Diop | Malabo Montpellier Panel  
[h.diop@cgiar.org](mailto:h.diop@cgiar.org) | +221 775150812

Contact : Michael Hoevel | Marchmont Communications  
[michael@marchmontcomms.com](mailto:michael@marchmontcomms.com) | +44 7962 657 322

## **RÉSUMÉ POUR LES MEDIAS**

### ***Byte by Byte: Policy Innovation for Transforming Africa's Food System with Digital Technologies***

#### **Panel Malabo Montpellier**

#### **Vue d'ensemble**

L'innovation digitale opère actuellement une réorganisation des industries et des économies mondiales à travers une déconstruction des modèles commerciaux et opérationnels existants.

En Afrique, le monde rural en général et les petits exploitants agricoles en particulier, bénéficieraient grandement d'un accès aux nouvelles technologies et à des données fiables. Malgré un taux croissant d'adoption des technologies mobiles et une multiplication des start-ups agro-techniques ces dernières années, l'Afrique accuse un retard persistant en matière de développement et de création de technologies.

La digitalisation offre divers avantages dont, entre autres, un meilleur accès à l'information et à d'autres services tels que les services financiers et les connexions avec les marchés. En Afrique, la transformation numérique naissante se réalise à travers des technologies numériques émergentes telles que Blockchain, Big Data, la robotique et l'Internet des objets (IdO), mais aussi grâce à des innovations plus modestes et plus économes en technologie. Cependant, la numérisation recèle un atout majeur, à savoir qu'elle offre aux gouvernements africains l'opportunité de propulser le développement de chaînes de valeur agricoles intelligentes en créant des pratiques agricoles plus productives, plus efficaces et plus durables tout en générant de la richesse et en améliorant les moyens de subsistance.

Le Panel Malabo Montpellier lancera son dernier rapport à l'occasion du Forum Malabo Montpellier qui se tient à Kigali, au Rwanda le 25 juin 2019. Ce rapport met en lumière de nombreux outils prometteurs ainsi que des technologies qui émergent à travers l'Afrique tout au long de la chaîne de valeur agricole et analyse les expériences de sept pays africains pionniers dans l'application des technologies numériques à travers l'innovation politique et institutionnelle.

Le rapport se penche sur les cas de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Kenya, du Maroc et du Nigeria, et distingue le Rwanda et le Sénégal comme des leaders émergents de l'innovation. En conclusion du rapport, le Panel soumet aux gouvernements africains et au secteur privé neuf recommandations qui leur permettront de reproduire les réussites en matière d'innovation politique et institutionnelle sur l'ensemble du continent, ce qui aboutira à une augmentation de la digitalisation dans le secteur agricole.

## Analyse des pays

L'analyse effectuée dans ce rapport porte sur sept pays africains choisis en fonction de leurs performances selon l'indice EBA (*Enabling the Business of Agriculture*) des technologies de l'information et de la communication et l'indice de connectivité mobile de la GSMA (l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile) qui mesurent le niveau de performance de leurs cadres réglementaires ainsi que leur niveau individuel d'utilisation des technologies mobiles. Ce travail d'analyse permet de souligner les efforts déployés par les gouvernements pour accélérer les progrès vers la numérisation de leurs économies à travers des politiques pragmatiques et l'innovation institutionnelle.

- **La Côte d'Ivoire** s'est engagée dans la création de partenariats public-privé en travaillant, par exemple, avec les opérateurs mobiles du pays pour améliorer l'accès aux TIC à travers le programme « Un citoyen, un ordinateur, une connexion Internet ».
- **Au Ghana**, en 2018, le gouvernement a inauguré le centre numérique d'Accra. A travers la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation numérique, le centre a pour objectif d'attirer et de retenir les entreprises des TIC.
- **Le Kenya** a mis en place des plans stratégiques pertinents tels que la *Kenyan Youth Agribusiness Strategy*, pour la promotion de l'agro-industrie parmi les jeunes, grâce à un investissement de près de 20 millions de dollars visant à renforcer les capacités des jeunes en créant des relais d'information à travers le pays.
- **Le Maroc** soutient les acteurs du secteur privé notamment à travers la plate-forme marocaine *AgriAffaires.ma* qui met en relation les agriculteurs et les vendeurs d'équipements et facilite ainsi le commerce des biens.
- **Le Nigeria** s'est engagé auprès des acteurs du secteur privé, notamment à travers les caméras d'imagerie hyperspectrale d'AgTech, qui permettent au gouvernement, aux agriculteurs et aux autres acteurs de la chaîne de valeur de veiller à la nutrition des cultures et de suivre l'évolution des sécheresses et des épidémies de ravageurs ou de maladies.
- **Le Rwanda** a créé la Cité de l'innovation de Kigali, un centre de transformation numérique d'une valeur de 2 milliards de dollars qui réunira des universités, des entreprises de technologie et de biotechnologie ainsi que de jeunes entrepreneurs du numérique provenant de toute l'Afrique.
- **Le Sénégal** a facilité l'installation de nouveaux opérateurs de réseaux mobiles, suscitant ainsi un développement rapide des connexions mobiles et une couverture de la 3G et de la 4G qui évolue à près de 63 % par an.

## Faits marquants et études de cas

- Entre 2010 et 2030, la valeur des marchés alimentaires urbains en Afrique au Sud du Sahara (ASS) devrait **plus que tripler et atteindre jusqu'à 500 milliards de dollars**.
- Le prix de l'Internet mobile en Afrique a **baissé de 30 pour cent** depuis 2015.

- En 2017, le nombre de connexions SIM en ASS était d'environ **747 millions**, soit un taux de pénétration de **75%**.<sup>i</sup> En comparaison, les taux de pénétration en Asie-Pacifique et en Amérique latine étaient respectivement de **102% et 104%**.
- Dans les pays en développement, une **augmentation de 10%** de la pénétration d'Internet pourrait entraîner une augmentation de **1,35%** de la croissance du PIB.
- En 2017, les Africains ont dépensé **près de 9%** de leurs revenus par habitant pour avoir accès à 1 Go d'Internet, contre **1,5% et 3,6%** respectivement pour l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes.
- L'égalité d'accès [en termes de genre] pourrait augmenter la production agricole dans les pays à revenus faibles et intermédiaires de **2,5 à 4%**, réduisant ainsi de **12 à 17%** le nombre de personnes souffrant de la famine.
- En 2017, les femmes en ASS avaient en moyenne **14 %** de chances en moins que les hommes de posséder un téléphone mobile et **25 %** de chances en moins d'avoir accès à l'Internet.
- Une étude sur les pays en développement a montré qu'une plus grande disponibilité de l'électricité dans un pays augmente considérablement l'utilisation d'Internet. Toutefois, en 2016, seule la **moitié de la population africaine** avait accès à l'électricité.
- En 2017, seulement **un tiers des adultes des zones rurales d'ASS** possédaient un compte bancaire et seulement **5%** d'entre eux avaient contracté un prêt auprès d'une institution financière officielle.

Une série d'outils, d'applications et de services numériques sont mis en évidence dans ce rapport :

- **E-Soko** est une start-up ghanéenne qui fournit un soutien global à la gestion des exploitations agricoles en aidant les agriculteurs à suivre et à analyser leurs opérations agricoles grâce à son outil de collecte de données. Accessible via une application pour smartphone ou sur le site Web d'*e-Soko*, l'outil relie les agriculteurs aux services de conseil et aux marchés, et leur donne accès aux prix du marché et aux paiements sécurisés.
- **Farmcrowdy** est une plateforme en ligne qui permet aux agriculteurs d'accéder directement au crédit grâce à un investisseur qui, en retour, reçoit une part des bénéfices post-récolte. Cette entreprise basée au Nigeria fournit également des services de vulgarisation.
- **FarmDrive** utilise les téléphones mobiles, les données alternatives et l'apprentissage automatique pour combler le manque de données qui empêche les institutions financières d'accorder des prêts aux petits exploitants agricoles. Lancé au Kenya, *FarmDrive* développe des cotes de solvabilité permettant aux financiers de bénéficier d'une collecte de données exactes, ce qui réduit les risques liés aux investissements.
- **Hello Tractor** relie les propriétaires de tracteurs aux agriculteurs grâce à une solution IdO. Cette technologie permet aux propriétaires de mieux gérer les machines dans leurs exploitations agricoles grâce à une application qui offre aux agriculteurs un accès à des services de location abordables.

- **Twiga** utilise une plateforme mobile de paiement sans numéraire pour connecter les petits producteurs ruraux de fruits et légumes du Kenya aux petites et moyennes entreprises de distribution des zones urbaines. Ce système permet de garantir aux agriculteurs des prix plus élevés et de leur assurer l'accès au marché.
- **Zenvus** a été créé pour vendre aux agriculteurs nigériens des solutions numériques telles que *SmartFarm*, un capteur solaire qui recueille et analyse des informations cruciales sur l'état des sols.

## **Recommandations**

Le Panel Malabo Montpellier présente neuf recommandations :

### **Mesures à prendre par les gouvernements**

1. Placer la digitalisation au cœur des stratégies et des politiques nationales de croissance et de transformation de l'agriculture.
2. Créer un cadre réglementaire transparent et intelligent qui favorise le développement et l'utilisation confiante des technologies et des services numériques et permet de limiter les risques.
3. Diversifier les programmes d'études universitaires de manière à stimuler l'innovation numérique et le développement d'un secteur agro-technique africain.
4. Renforcer le développement des compétences et l'alphabétisation numérique des agriculteurs et des autres acteurs du système alimentaire à mesure que des innovations technologiques plus avancées sont mises au point.

### **Mesures à prendre par le secteur privé**

1. Augmenter les investissements dans la recherche et le développement pour la création de solutions numériques à la fois économes et ultra-modernes qui répondent aux exigences de tous les acteurs à chaque segment de la chaîne de valeur agro-alimentaire.

### **Actions conjointes**

1. Introduire des incitations fiscales pour stimuler l'innovation numérique et faciliter l'entrée et l'importation des technologies sur les marchés locaux actuellement limités.
2. Investir dans les infrastructures permettant de soutenir et de faciliter l'accès aux services de télécommunication afin de combler la fracture numérique.
3. Instaurer des pôles d'innovation en agriculture numérique qui généreront un écosystème d'innovation permettant aux jeunes de développer des technologies et des solutions numériques adaptées au contexte local.
4. Réaliser des évaluations et des études d'impact des technologies et des services en ligne spécifiques dans les zones rurales afin de déterminer les lacunes et les possibilités de développement des compétences et de renforcement des capacités.

Fin

**Notes au rédacteur**

## **A propos du Panel Malabo Montpellier**

Le Panel Malabo Montpellier réunit 17 éminents experts spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de l'écologie, de la nutrition et de la sécurité alimentaire, qui œuvrent ensemble à orienter les choix politiques des gouvernements africains dans le but d'accélérer les progrès vers la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition en Afrique. Le Panel identifie les domaines dans lesquels des progrès et des changements positifs ont été réalisés sur l'ensemble du continent et évalue les caractéristiques particulières des pays les plus performants. Il identifie ensuite les innovations institutionnelles les plus importantes ainsi que les interventions en matière de politiques et de programmes qui peuvent être reproduites et reprises par d'autres pays.

Le Panel Malabo Montpellier – qui a succédé au Panel de Montpellier créé en 2010 – met davantage l'accent sur les initiatives africaines telles que le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Il est hébergé conjointement par le Bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'Université de Bonn et l'Imperial College de Londres. Il est coprésidé par Dr. Ousmane Badiane, Directeur Afrique, de l'IFPRI, et Professeur Joachim von Braun, Directeur du Centre de Recherche pour le Développement, Université de Bonn.

[www.mamopanel.org](http://www.mamopanel.org)

## **Les membres du Panel**

**Debisi Araba**, Directeur Afrique, Centre international pour l'agriculture tropicale (CIAT)

**Tom Arnold**, ancien Directeur Général de l'Institut des Affaires Internationales et Européennes à Dublin et Président du groupe de travail « Afrique rurale » de la Commission européenne

**Ousmane Badiane**, Directeur Afrique de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

**Noble Banada**, Professeur et Président du Département d'agriculture et d'ingénierie des biosystèmes, Université de Makerere en Ouganda

**Patrick Caron**, Directeur général délégué à la recherche et à la stratégie au Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad) en France et Président du Panel d'experts de haut niveau/PEHN sur la sécurité alimentaire et la nutrition

**Sir Gordon Conway**, Professeur de développement international, *Imperial College* de Londres

**Gebisa Ejeta**, Professeur émérite en sélection des plantes, génétique et agriculture internationale, Université de Purdue

**Karim El Aynaoui**, Directeur Général de *Policy Center for the New South*

**Sheryl Hendriks**, Directrice de l'Institut pour l'alimentation, la nutrition et le bien-être, Université de Pretoria, Afrique du Sud

**Muhammadou M.O. Kah**, Vice-président des affaires académiques/doyen et professeur en technologies de l'information & Informatique, Université américaine du Nigéria

**Agnes M. Kalibata**, Présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

**Nachilala Nkombo**, Directrice pays du Fonds mondial pour la nature (WWF) en Zambie

**Wanjiru Kamau-Rutenberg**, Directrice du Réseau des femmes africaines dans la recherche agricole et le développement (AWARD)

***Ishmael Sunga***, PDG de la Confédération des syndicats agricoles de l'Afrique du Sud (SACAU)

**S.E. Tumusiime Rhoda Peace**, ancienne Commissaire à l'Économie rurale et à l'Agriculture, Commission de l'Union africaine (CUA)

**Ashok Gulati**, Président d'Infosys et Professeur d'agriculture au Conseil indien pour la recherche sur les relations économiques internationales (ICRIER)

---

<sup>i</sup> GSMA, "The Mobile Economy: Sub-Saharan Africa 2018" (London, UK, 2018),  
<https://www.gsmaintelligence.com/research/?file=809c442550e5487f3b1d025fdc70e23b&download>.